Fabien Roussel Lettre aux Français (p. 3)

COMMUNISTES

École en grève le 13 janvier (p. 4)

Vidéo

Fabien Roussel invité de la matinale de CNEWS - mardi 11 janvier

Amnistie

La cour d'appel de Paris examine mercredi, une nouvelle fois, la demande d'extradition de l'Italie de militants d'extrême gauche à qui la France a accordé, dans les années 1980, l'asile politique. Ce qui leur est reproché s'inscrit dans une période noire de l'histoire italienne désignée par l'expression « années de plomb ». Quarante ans après, cette vengeance sans fin pose question. Dix ans seulement après les affrontements meurtriers de la Commune de Paris qui firent des dizaines de milliers de victimes, Victor Hugo déclarait : « L'oubli seul pardonne. Il faut fermer toute la plaie. Il faut éteindre toute la haine ». Amnistie pour tout ce qui est en relation avec les années de plomb. ✪

Gérard Streiff

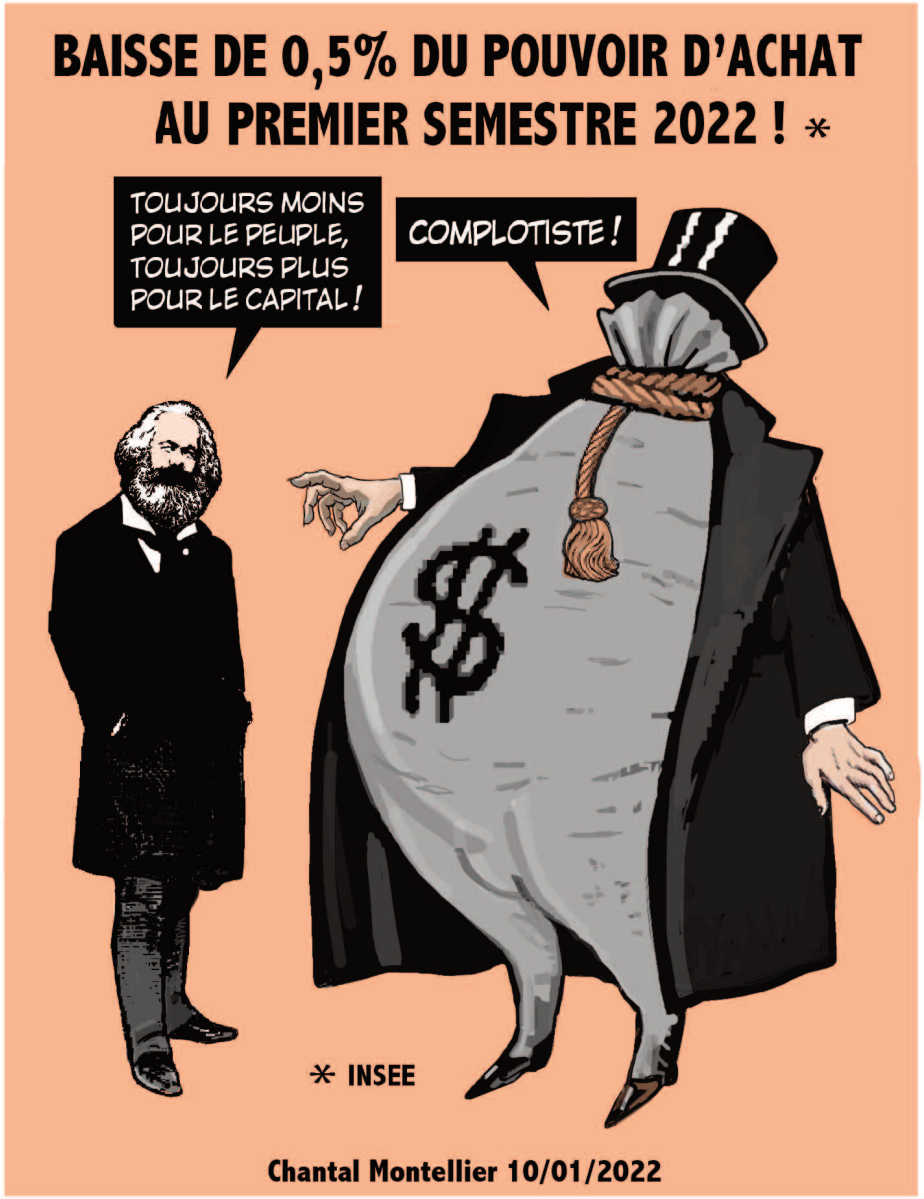
Cliquez pour y accéder

Pour tout savoir sur la campagne de Fabien Roussel

Inscris-toi à la newsletter !

https://www.fabienroussel2022.fr/newsletter

LE DÉFI DES JOURS HEUREUX



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

ATTENTION, SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

Pour faire connaitre vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons <lmons@pcf.fr>

13 janvier, à partir de 20h30 : Film et conférence *Le Sentier des Passeurs*, par Pierre Estournel. Entrée gratuite, pass sanitaire obligatoire. Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation, Varilhes (09)

15 janvier : Vœux des communistes de la Vendée.

15 janvier, à partir de 15 h : Rassemblement des adhérent·e·s parisien·ne·s pour exiger un toit pour toutes et tous. Devant le bâtiment vacant de la Documentation française, 29 quai Voltaire, Paris (75007)

15 janvier, à partir de 18h30 : Vœux des Jeunes communistes de Paris, avec discours, échanges et tombola. Section PCF Paris 20e, 3 place des Grès (75020)

16 janvier, à partir de 15 h : Création du Comité des jours heureux du PCF Paris 20e, autour d'une galette républicaine. Section PCF Paris 20, 3 place des Grès (75020)

17 janvier : Soirée de présentation de l'affiche de campagne de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. Colonel-Fabien, Paris 19e

18 janvier, à partir de 18h30 : Conférence de l'Université populaire de l'Aube, *Science et progrès au XVIIIe siècle*, animée par Pierre Crépel. Auditorium de Saint-Julien-les-Villas (10)

18 janvier, à partir de 18h30 : Débat sur les questions de l'énergie et de l'environnement, avec Sébastien Menesplier. Salle des Fêtes, Bougue (40)

20 janvier, à partir de 14h30 : Galette républicaine des communistes de Nice. 2 place Saint-Roch (06)

21 & 22 janvier : Assises de l'Écologie du PCF. Organisées à Colonel-Fabien, plus d'informations à venir.

22 janvier, à partir de 10h30 : Vœux des communistes des Alpes-Maritimes et présentation de l'exposition du centenaire. A la Fédération, 6 rue Balatchano, Nice (06)

23 janvier, à partir de 10 h : Vœux des communistes de l'Eure. Maison des Libertés, Évreux (27)

26 janvier, à partir de 16h30 : Soirée de soutien à *l'Humanité*, suivie de la présentation de la nouvelle formule par Sébastien Crépel. Restauration et concert d'André Minvielle pour clôturer la soirée. À l'Estive, espace Olivier-Carol, Foix (09)

27 janvier, à partir de 11h30 : Meeting et manifestation nationale pour l'augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux. Au départ de Bastille et en direction de Bercy, Paris

3 février, à partir de 18 h : Ciné-débat sur la santé et l'hôpital public, avec la participation d'Alain Bruneel, député PCF du Nord. Cinéma communal du Luc en Provence (83)

6 février : Meeting de Fabien Roussel au Parc Chanot à Marseille (13)

1er mars, à partir de 20 h : Traditionnelle croupionnade de Mardi Gras, organisée par la section d'Amou. Castelnau Chalosse (40)

10 mars : Meeting de Fabien Roussel au Cirque d'Hiver, Paris (75011)

18 & 19 mars : Fête de l'Humanité de Perquie (40)

7 avril : Meeting de Fabien Roussel à Lille (59)

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition Mémoires commune(s), Musée de l'Histoire Vivante, 31 boulevard Théophile-Sueur, Montreuil (93). Infos sur

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition *Libres comme l'art*, 100 ans d'histoire entre les artistes et le PCF. Du mercredi au samedi, de 14 h à 18 h, à l'Espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien, Paris (75019)

Jusqu'au 17 février 2022 : Exposition sur la *Dépêche de l'Aube*, naissance d'un centenaire. Du lundi au jeudi, de 9 h à 17 h. Archives départementales de l'Aube, Troyes (10)

Jusqu'au 19 septembre 2022 : Exposition *Josep Bartoli, les couleurs de l'exil*, sélection de plus de 150 oeuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

RETOUR DE L'UNIVERSITÉ PERMANENTE À PARTIR DU 11 JANVIER À L'ESPACE NIEMEYER :

18 janvier : *La contribution française à la naissance du socialisme et du communisme*, avec Stéphanie Roza.

1er février : *Le salaire*, avec Constantin Lopez. En visio-conférence.

8 février : *George Sand*, avec Judith Lyon-Caen.

15 février : *Saint Simon et Fourier*, avec Pierre Musso.

1er mars : *L'accumulation du capital*, avec Hervé Touboul.

8 mars : *Colette*, avec Olivier Barbarant.

15 mars : *Entre la barricade et l'association, les ouvriers et la révolution*, avec Vincent Robert.

29 mars : *Suraccumulation et dévalorisation du capital*, avec Denis Durand.

5 avril : *Violette Leduc*, avec René de Ceccatty.

12 avril : *Introduction à l'histoire de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) en France – 1864 - 1873*, avec Julien Grimaud.

26 avril : *L'accumulation primitive*, avec Isabelle Garo.

7 juin : *Guesde et Jaurès, deux méthodes du socialisme*, avec Jean Numa Ducange.

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

DÉBAT sur l'écologie organisé par le collectif Écologie des Bouches-du-Rhône, à Marseille (13), le 7 janvier

MANIFESTATIONS pour commémorer la mort des trois militantes kurdes assassinées à Paris en 2013, à Paris (75), le 8 janvier ; « Pour une Europe agissant vraiment pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale, les droits humains, et un accueil digne des migrants », à Brest (29), le 9 janvier

Lettre aux Français

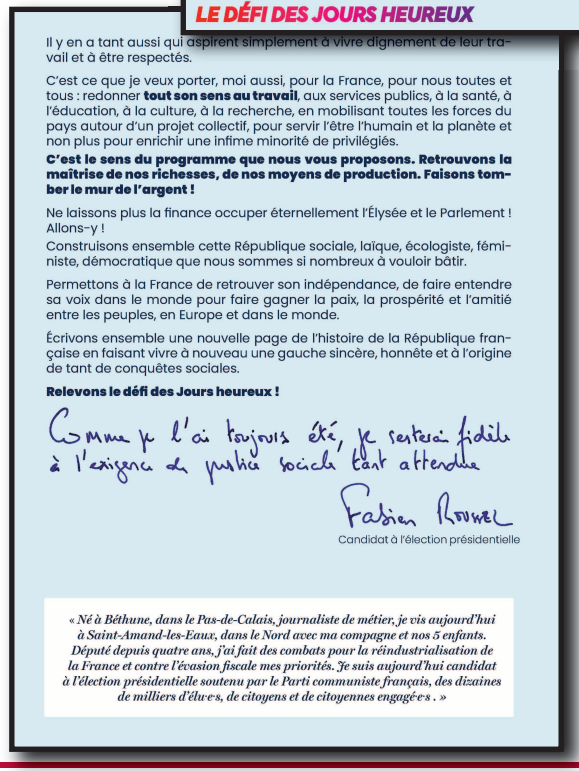
Le temps de la justice sociale et du partage est venu.
C'est le sens de ma candidature à la présidence de la République.
Je ne suis pas venu vous dire que la vie est dure. Vous le savez. L'épidémie de Covid-19, la vie chère, les bas salaires, les petites pensions pèsent lourdement sur nos vies.
Et la jeunesse se cherche un avenir nouveau, respectant le vivant, préservant le climat, débarrassé de toutes formes d'exploitation et de domination.
Je vis à Saint-Amand-les-Eaux, je suis député du Nord, je connais cette réalité. Elle est mon quotidien.
Dans toute la France, dans nos villes comme dans nos villages, en métropole comme en Outre-Mer, partout les injustices croissent et la République recule parce que la finance, les trafics, la corruption, eux gagnent du terrain.

Ne laissons plus faire !
Il y a tant de richesses, d'énergie, de solidarité, de fraternité, d'hommes et de femmes qui s'engagent, de manière honnête et désintéressée, qui veulent être utiles et défendre l'intérêt général !
Il y en a tant aussi qui aspirent simplement à vivre dignement de leur travail
et à être respectés.
C'est ce que je veux porter, moi aussi, pour la France, pour nous toutes et tous : **redonner tout son sens au travail**, aux services publics, à la santé, à l'éducation, à la culture, à la recherche, en mobilisant toutes les forces du pays autour d'un projet collectif, pour servir l'être humain et la planète et non plus pour enrichir une infime minorité de privilégiés.

C'est le sens du programme que nous vous proposons. Retrouvons la maîtrise de nos richesses, de nos moyens de production. Faisons tomber le mur de l'argent !
Ne laissons plus la finance occuper éternellement l'Élysée et le Parlement ! Allons-y !
Construisons ensemble cette République sociale, laïque, écologiste, féministe, démocratique que nous sommes si nombreux à vouloir bâtir.
Permettons à la France de retrouver son indépendance, de faire entendre sa voix dans le monde pour faire gagner la paix, la prospérité et l'amitié entre les peuples, en Europe et dans le monde.
Écrivons ensemble une nouvelle page de l'histoire de la République française en faisant vivre à nouveau une gauche sincère, honnête et à l'origine de tant de conquêtes sociales.

Relevons le défi des Jours heureux !

Fabien Roussel,
candidat à l'élection présidentielle


Il y en a tant aussi qui aspirent simplement à vivre dignement de leur travail et à être respectés.

C'est ce que je veux porter, moi aussi, pour la France, pour nous toutes et tous : redonner **tout son sens au travail**, aux services publics, à la santé, à l'éducation, à la culture, à la recherche, en mobilisant toutes les forces du pays autour d'un projet collectif, pour servir l'être humain et la planète et non plus pour enrichir une infime minorité de privilégiés.

C'est le sens du programme que nous vous proposons. Retrouvons la maîtrise de nos richesses, de nos moyens de production. Faisons tomber le mur de l'argent !

Ne laissons plus la finance occuper éternellement l'Élysée et le Parlement ! Allons-y !

Construisons ensemble cette République sociale, laïque, écologiste, féministe, démocratique que nous sommes si nombreux à vouloir bâtir.

Permettons à la France de retrouver son indépendance, de faire entendre sa voix dans le monde pour faire gagner la paix, la prospérité et l'amitié entre les peuples, en Europe et dans le monde.

Écrivons ensemble une nouvelle page de l'histoire de la République française en faisant vivre à nouveau une gauche sincère, honnête et à l'origine de tant de conquêtes sociales.

Relevons le défi des Jours heureux !

Comme je l'ai toujours été, je resterai fidèle à l'exigence de justice sociale tant attendue

Fabien Roussel

Candidat à l'élection présidentielle

« Né à Béthune, dans le Pas-de-Calais, journaliste de métier, je vis aujourd'hui à Saint-Amand-les-Eaux, dans le Nord avec ma compagne et nos 5 enfants. Député depuis quatre ans, j'ai fait des combats pour la réindustrialisation de la France et contre l'évasion fiscale mes priorités. Je suis aujourd'hui candidat à l'élection présidentielle soutenu par le Parti communiste français, des dizaines de milliers d'élu·e·s, de citoyens et de citoyennes engagé·e·s . »

Pour une autre politique éducative

Ce jeudi, l'ensemble des syndicats de l'Éducation appelle à la grève et à la mobilisation. Le ministre Blanquer fait l'unanimité contre lui : sa gestion de la crise sanitaire est irresponsable. Elle met en danger les enseignant·e·s, les personnels, les élèves et leurs familles. Elle met l'école publique à genoux.

Depuis bientôt deux ans que le virus circule, rien n'a été fait pour garantir de bonnes conditions d'apprentissage. Il n'y a personne pour remplacer les personnels malades : les classes ferment les unes après les autres, la restauration scolaire est désorganisée. Les va-et-vient des élèves, absents pour se faire tester ou pour s'isoler, rendent la progression des apprentissages difficile. Personne ne sait de quoi sera fait demain. Ce chaos, le ministre en est directement responsable : son protocole sanitaire, élaboré sans consulter les premiers concernés, annoncé par voie de presse à la veille de la rentrée, modifié sans cesse depuis, ne protège personne. Pire, il désorganise encore un peu plus l'Éducation !

C'est pourquoi les communistes seront aux côtés des personnels d'éducation en grève ce jeudi 13 janvier. Avec elles et eux, nous exigeons que le gouvernement prennent ses responsabilités, garantisse la sécurité de tous les personnels de l'Éducation, des élèves et de leurs familles, et restaure des conditions d'apprentissage sereine.

Nous exigeons que les élèves puissent être testés régulièrement, une fois par semaine ; que l'État fournisse des masques FFP2 à l'ensemble des personnels et équipe toutes les salles de capteurs de CO2 : cet effort ne peut pas être assumé entièrement par les collectivités locales. L'éducation est nationale, l'État doit prendre ses responsabilités.

Si notre système éducatif craque aujourd'hui, c'est parce qu'il a été fragilisé par des années de politiques libérales : nous manquons d'enseignant·e·s et de personnels, il n'y a personne pour remplacer les absents, personne pour réduire les effectifs. Mais comment recruter en urgence dans un métier qui nécessite un haut niveau de formation, et qui a été dévalorisé par des années de gel des salaires et de perte de sens ? Nous faisons plusieurs propositions : recruter l'ensemble des admis sur listes complémentaires et des admissibles aux concours de l'année dernière ; ouvrir des concours exceptionnels ; titulariser les contractuels en leur permettant de faire un service complet d'enseignement ; pré-recruter dès aujourd'hui 10 000 jeunes au niveau bac+3 sous statut de la fonction publique, en leur proposant une formation en alternance jusqu'à bac+5 et la perspective d'être titularisés. Ces jeunes pourraient être affectés à un établissement, y assurer des remplacements ponctuels ou y permettre des dédoublements, tout en poursuivant leur formation. Ces recrutements en urgence doivent aller de pair avec la reconstruction de la formation initiale et continue, pour donner aux nouveaux enseignants les moyens de maîtriser leur métier et de faire réussir tous les élèves. Il ne s'agit pas seulement de répondre à la crise, mais bien de rompre avec des années de politiques éducatives qui ont réduit le service public au minimum. Nous ne voulons pas que l'Éducation nationale devienne l'école de celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix ! Nous défendons au contraire une éducation ambitieuse, capable de donner un haut niveau de connaissances et de qualification à toutes et tous. C'est le sens de notre proposition d'allongement du temps scolaire : plus de temps en classe, pour lutter contre les inégalités sociales de réussite scolaire, transmettre des savoirs complexes à tous les jeunes et leur permettre de maîtriser leur avenir.

Jeudi, dans les cortèges, les communistes seront aux côtés des enseignant·e·s et des personnels de l'Éducation pour réclamer des solutions immédiates à la désorganisation de l'école. Ils seront aussi là pour mettre en débat une autre politique éducative, à partir de leurs 14 propositions pour l'école des jours heureux. ✪

(https://www.fabienroussel2022.fr/ecole).

Marine Roussillon
membre du CEN

Brest pour la paix

Centre de vaccination de Vitry, Hôpital Beaujon, Hôpital Bichat : Fabien Roussel est intervenu à plusieurs reprises ces derniers jours sur les enjeux de la santé.

13 PROPOSITIONS
La santé, notre bien commun

1 Création d'un **pôle public** qui gèrera la production et la distribution de médicaments, financé par la taxation de 1% sur le chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques.

2 Création de **100 000 postes** à l'hôpital public.

3 Abrogation immédiate des lois de libéralisation de l'hôpital public (**tarification à l'acte, loi Bachelot**…).

4 **Construction d'un hôpital public de proximité** à moins de 30 minutes de chaque bassin de vie, disposant d'une maternité, d'un service d'urgence et de chirurgie.

5 Création d'un **service public du grand âge**, avec le recrutement de 100 000 aides soignants et la réquisition des EHPAD du groupe Korian. Doublé d'un ratio d'encadrement : 1 soignant pour 1 résident, et une revalorisation de leur salaire selon un coefficient d'utilité sociale.

6 **Levée des brevets des vaccins** pour le Covid-19.

7 Suppression des franchises médicales, des participations forfaitaires, encadrement des dépassements honoraires et **généralisation du tiers payant.**

8 Lutte contre les **déserts médicaux** : dans les zones denses un médecin ne doit s'installer que pour remplacer un départ.

9 Création d'une **loi-cadre sur la psychiatrie** incluant un moratoire sur la fermeture des CMP(P), des ouvertures de lits et de structures psychiatriques ainsi que le recrutement massif et formation de personnel qualifié.

10 Contrôle sanitaire accru des dispositifs médicaux par la création d'un **observatoire citoyen**.

11 Publication annuelle des aides publiques par les entreprises pharmaceutiques et **réquisitions d'une partie des laboratoires privés** du médicament.

12 Recrutement de **100 000 aides à domicile par an** et création d'un véritable **statut du proche aidant.**

13 **Déconjugalisation de l'Allocation adultes handicapés**.

Le combat pour le logement social

La Fédération de Paris organise chaque année une cérémonie des vœux place du Colonel-Fabien. C'est un moment fraternel de retrouvailles, qui réunit en général une centaine de camarades et permet de se projeter dans les combats en cours. Cette année, le début du mois de janvier est marqué par une double actualité : la 5e vague du Covid tout d'abord, d'autant plus forte que le gouvernement a visiblement d'autres priorités que la santé des Français et le bon état de nos services publics, et d'autre part la campagne de notre candidat à l'élection présidentielle, la première depuis 15 ans. C'est pourquoi nous avons fait le choix de faire de ces vœux 2022 un moment de mobilisation revendicatif en extérieur.

Ainsi nous nous retrouverons, le samedi 15 janvier à 15 h, devant l'immeuble vide depuis 3 ans où étaient abrités les services de la Documentation française, quai Voltaire, au bord de la Seine donc.

En effet, l'État propriétaire des plus de 3 000 m² du bâtiment a bien été capable de déplacer le service public qui s'y trouvait après l'avoir réduit, mais préfère attendre un riche acheteur plutôt que de conserver ce bâtiment à sa vocation de service public.

Notre initiative vise donc plusieurs objectifs. Le premier est de rappeler que l'État a vocation à se mettre au service de la satisfaction des besoins populaires et pas à participer à la spéculation immobilière en vendant (ou plutôt bradant comme cela arrive trop souvent…) à un promoteur. C'est d'ailleurs tout le sens de la candidature communiste : mettre la puissance publique au service de l'humain et la planète d'abord, quand l'actuel président (et ses prédécesseurs…) la met au service du capital.

Un second objectif est de faire la démonstration que les locaux disponibles pour le logement social sont nombreux et facilement accessibles. À Paris, l'État mais aussi les congrégations religieuses ou les entreprises possèdent des dizaines de milliers de m2 carrés vides ou sous-occupés, quand il y a des gens à la rue et que la majorité des Parisiens dépensent des sommes indécentes pour se loger pas toujours dignement. Au-delà de la question de la transformation des bureaux vides en logements sociaux, il ne faut pas oublier qu'il y plus de 100 000 logements vides dans la capitale, et l'application de la loi de réquisition pourrait avoir un effet immédiat pour rendre effectif le droit au logement. À condition là encore de mettre l'État au service du plus grand nombre et d'utiliser là encore le bulletin Fabien Roussel le 10 avril prochain.

Enfin, les communistes parisiens ont fait du développement du logement social un combat majeur. Depuis que la municipalité est de gauche (2001) et que l'adjoint au logement est notre camarade Ian Brossat (2014), le nombre de logement sociaux a doublé dans la capitale et la bataille pour que la spéculation immobilière ne vide Paris de ses classes populaire se poursuit. Aussi, obtenir la transformation de ses locaux à l'adresse prestigieuse qu'est le Quai Voltaire est pour nous également l'application d'une ligne constante de notre parti depuis plus de 100 ans : « rien n'est trop beau pour la classe ouvrière ! »

Le 15 janvier, la fédération présentera donc des vœux de luttes et d'action. Les communistes parisiens prendront ainsi tous ensemble la résolution d'œuvrer avec énergie à la réussite de notre campagne présidentielle. ✪

Adrien Tiberti
membre du CN

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)
Je verse : ..... €
"Donner les moyens au PCF d'intervenir"
Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Jean-Michel Blanquer est irresponsable

La rentrée scolaire s'est déroulée dans la plus grande des confusions. Le ministère de l'Éducation nationale a attendu la veille de la rentrée pour communiquer par voie de presse le nouveau protocole sanitaire, et ce alors que les syndicats professionnels ont demandé à être reçus durant toutes les vacances scolaires.

À la confusion d'une annonce tardive il a fallu ajouter un protocole allégé, incompréhensible pour les enseignants et les élèves. En supprimant l'isolement de tous les élèves cas contacts dans les écoles primaires et des vaccinés dans le secondaire, Jean-Michel Blanquer agit à rebours de toutes les préconisations scientifiques et demandes professionnelles. De ce fait, il se rend coupable de l'intensification de la circulation du virus dans les établissements scolaires.

Cette première semaine de rentrée a bien montré combien ce protocole était inadapté. Certes, les écoles sont ouvertes comme s'en vante le ministre, mais à quel prix ? Nombre de professeurs sont malades et ne sont pas remplacés. Une proportion grandissante des élèves est absente des salles de classes. Il est alors impossible dans un tel contexte de prétendre faire classe et d'apprendre.

Parmi les élèves et les professeurs, un sentiment d'insécurité et de ne pas être entendus à grandit toute la semaine.

Aujourd'hui, Jean-Michel Blanquer agit comme un irresponsable, obsédé par sa volonté de garder les écoles ouvertes à tout prix, alors que personne ne réclame leur fermeture. Il met de ce fait en danger les personnels et les élèves.

Le gouvernement doit entendre les revendications portées par les personnels et les élèves, afin de permettre à la fois de garder les écoles ouvertes tout en assurant la sécurité de tous. L'ouverture des écoles ne peut pas se faire au détriment de notre santé !

Le MJCF se joint à l'appel à la mobilisation du 13 janvier pour en finir avec le mépris du gouvernement envers les professeurs et les élèves et pour exiger :

- la fourniture de masques FFP2 pour tous les élèves et professeurs
- une politique de dépistage régulier et d'isolement systématique
- le recrutement de professeurs via les listes d'attentes pour pallier aux besoins de remplaçants. ✪

Léo Garcia
coordinateur à la vie des départements du MJCF

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Au Chili, l'espoir mis au défi

Un grand « ouf » de soulagement. C'est ce qui a échappé aux progressistes du monde entier à l'annonce de la victoire de Gabriel Boric lors du second tour de l'élection présidentielle au Chili. Avec 55,9 % des voix, le candidat de la coalition « Apruebo Dignidad » (J'approuve la dignité) renversait la tendance du premier tour et s'imposait face au représentant de l'extrême droite réactionnaire et néolibérale, José Antonio Kast.

Un soupir de soulagement donc, mais aussi d'admiration et d'espoir face à l'ampleur de la victoire acquise. En effet, au soir du premier tour, l'ambiance était tout autre. Pourtant donné favori, Boric était arrivé deuxième avec 25,8 % des voix, derrière Kast (27,9 %). Une douche froide, mais aussi un coup de tocsin pour la mobilisation des citoyennes et citoyens, confrontés à deux options diamétralement opposées : l'espoir contre la peur, le neuf contre l'ancien, la démocratie contre l'autoritarisme. Le caractère plébiscitaire du scrutin, la menace de voir arriver à la présidence un « Bolsonaro chilien », ont conduit de larges secteurs populaires, progressistes et démocratiques à se mobiliser, ce qui s'est traduit par une victoire historique à plus d'un titre. Entre le premier et le second tour, Boric a gagné plus de 2,8 millions de voix, devenant ainsi le président élu avec le plus haut pourcentage, le plus haut nombre de suffrages (4,6 millions), le plus grand écart de voix, mais aussi le plus haut taux de participation (55,6 %, en hausse de 8 points par rapport au premier tour).

Ce formidable sursaut n'est bien entendu pas uniquement le fait de réactions individuelles. Il est en grande partie le résultat d'une mobilisation militante de tous les instants entre les deux tours, dans laquelle les militantes et militants du Parti communiste du Chili auront été en première ligne. Sous le mot d'ordre « 1 million de portes pour Boric », une grande campagne de porte-à-porte a ainsi permis d'entrer directement en contact avec la population dans tout le pays et promouvoir le vote, notamment auprès des classes populaires urbaines et rurales.

La victoire de Boric s'inscrit dans la continuité du processus de transformation de la société chilienne, qui s'exprime avec force depuis le soulèvement populaire d'octobre 2019. Issue du référendum du 25 octobre 2020, l'Assemblée constituante travaille depuis son installation à la rédaction d'un nouveau texte constitutionnel, qui doit remplacer celui mis en place par la dictature de Pinochet dans le but d'empêcher toute remise en cause du modèle néolibéral-autoritaire. Avant la fin de l'année, le document élaboré par la Constituante doit être soumis par référendum au peuple chilien, qui décidera souverainement de son approbation ou de son rejet. Avec un Exécutif qui lui est favorable, la Constituante se retrouve donc dans une situation bien plus favorable pour mener à bien ses travaux et aboutir à l'ouverture d'une nouvelle page dans la vie républicaine du Chili.

L'unité, condition de l'avancée du processus

Lors des traditionnels vœux à la presse, organisés le 1er janvier, le président du PC Guillermo Teillier peut donc déclarer que « nous avons beaucoup de raisons d'être contents. Ça a été une bonne année pour le peuple du Chili, car celui-ci a consolidé le réveil d'espoir de 2019, après avoir connu une pandémie si dure, et ce peuple a fixé un cap. Un cap de changements, de processus de perfectionnement démocratique, un processus unitaire, dans lequel la majorité du pays penche pour mener de l'avant les mesures substantielles du programme de gouvernement que mène Gabriel Boric. Cela s'est bien passé pour nous en tant que coalition Apruebo Dignidad, en tant que parti ; nous n'avons pas réussi tout ce que nous aurions voulu, mais de manière générale ce processus est un succès pour le moment »[1].

Au lendemain de l'élection présidentielle, les communistes réaffirment donc leur volonté de continuer à s'inscrire dans la politique de front large poursuivie par la majorité de la gauche, afin de garantir la stabilité du nouveau gouvernement et le succès du processus de nouvelle Constitution, dans un sens de substantielles transformations sociales et démocratiques. C'est notamment le sens des déclarations de plusieurs dirigeants communistes, reconnaissant la liberté de Gabriel Boric pour constituer son gouvernement, en faisant appel aux forces de gauche dans leur diversité, mais aussi à des personnalités « indépendantes » ou issues des mouvements sociaux. Une ouverture qui comprend également la possibilité de discuter avec des organisations telles que le Parti socialiste, voire certains secteurs de la droite.

Une politique qui ne va pas sans difficultés, comme récemment avec le renouvellement de la direction de la Constituante. Lors de celle-ci, des divergences se sont fait jour au sein des forces de gauche, entre un pôle regroupant le Frente Amplio (FA, regroupement de formations de gauche dont est issu Boric, et qui est membre d'Apruebo Dignidad) et des courants socialistes, et un autre constitué d'indépendants et du PC. C'est finalement le second qui l'a emporté, avec l'élection à la présidence et la vice-présidence de María Elisa Quinteros, membre de l'organisation Mouvements sociaux constituants et Gaspar Domínguez d'Indépendants non-neutres. S'il refuse de considérer cet épisode comme une rupture, le constituant communiste Marcos Barraza y voit néanmoins l'expression de deux conceptions du rôle de l'Assemblée constituante : l'une favorisant un texte « neutre » et l'autre voulant le doter d'un contenu programmatique, autour de dispositions fortes[2].

La participation populaire, clef de la réussite

Au-delà des espaces institutionnels, c'est également dans la mobilisation populaires, son dynamisme et sa détermination, que réside un élément essentiel pour la réussite du processus de transformation, et cela dès maintenant. Car malgré le mouvement de 2019, le triomphe lors du référendum constitutionnel et, désormais, la victoire lors de l'élection présidentielle, 44 % des votants du second tour ont opté pour un candidat ultra-réactionnaire. Celui-ci ne disparaîtra pas une fois l'élection passée, et la lutte pour l'hégémonie à droite ne fait que commencer. Au Parlement, la situation est également compliquée pour la gauche, AP n'ayant obtenu « que » 37 sièges sur 155 à la Chambre des représentants et cinq sur 50 au Sénat.

Dans l'immédiat, la mobilisation peut se structurer autour de deux axes. Le premier, de résistance, contre la volonté du président sortant, Sebastián Piñera, de brader les ressources en lithium au profit de grandes multinationales et sans aucun processus d'industrialisation de la filière au plan national. Le second, de construction, afin de recueillir le maximum de signatures pour l'introduction d'initiatives populaires à la Constituante. Le règlement de l'assemblée prévoit en effet qu'une proposition recueillant au moins 15 000 signatures de citoyennes et citoyens d'au moins quatre régions différentes, sera discutée et votée par celle-ci et pourra donc, in fine, faire partie de la prochaine Constitution. Seront ainsi d'ores-et-déjà débattues une proposition visant à garantir les droits sexuels et reproductifs, dont l'avortement, ou une visant à… interdire ce même avortement.

Autant dire l'importance, avant la date limite du 1er février, de permettre que soient soumises au débat des propositions telles que celle d'une « Constitution politique pour les travailleuses et les travailleurs » portée par la centrale syndicale CUT ; pour une éducation féministe, laïque, publique et non-sexiste ; ou encore pour le droit à la Sécurité sociale.

D'une grande importance, la victoire de Gabriel Boric n'est cependant qu'un rouage parmi d'autres dans la machine de la transformation sociale au Chili. Une machine grande, complexe et toujours en construction, peut-être fragile mais qui, pour toutes ces raisons, suscite la curiosité et la solidarité des progressistes de tous les pays. ✪

Cyril Benoit
membre du collectif Amérique latine
membre de la Commission des relations internationales du PCF

Kazakhstan : face à la crise du système oligarchique, des réformes politiques et sociales sont urgentes
cliquez pour lire l'article